

Les grands arrêts de la Cour de justice de l'Union européenne

Droit constitutionnel et institutionnel
de l'Union européenne

2^e édition

2023

Hélène Gaudin (coord.)

Professeure à l'Université
Toulouse 1 Capitole

Marc Blanquet

Professeur à l'Université
Toulouse 1 Capitole
Chaire Jean Monnet ad personam

Joël

Andriantsimbazovina

Professeur à l'Université
Toulouse 1 Capitole

Francette Fines

Professeure à Sciences Po Toulouse

DALLOZ

SOMMAIRE

Préface de la première édition	V
Table chronologique	XVII
Liste des abréviations	XXV

INTRODUCTION UNE UNION SANS CESSER PLUS ÉTROITE

Chapitre I Nature de l'Union européenne

1. Communauté de droit – Union de droit
CJCE, 23 avr. 1986, n° 294/83, *Parti écologiste Les Verts c/ Parlement européen* 3
2. Spécificité des traités fondateurs – Charte constitutionnelle
CJCE, 14 déc. 1991, n° avis 1/91, *Espace économique européen* 17
3. Autonomie de l'ordre juridique – Rapport avec le droit international
CJCE, gr. ch., 3 sept. 2008, n°s C-402/05 P et C-415/05 P, *Kadi et Al Barakaat International Foundation c/ Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes* 34
4. Adhésion de l'Union à la convention européenne des droits de l'Homme – Ordre juridique en réseau – Intégration – Confiance mutuelle
CJUE, ass. plén., 18 déc. 2014, avis n° 2/13, *Adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'Homme* 47
5. Retrait d'un État membre – Droit de révocation unilatérale – Souveraineté – Intégration
CJUE, ass. plén., 10 déc. 2018, n° C-621-18, *Andy Wightman e.a.* 66

Chapitre II Communauté et Union européennes

6. Prévalence du droit de l'intégration – Non-affectation des compétences communautaires par l'Union
CJCE, gr. ch., 13 sept. 2005, n° C-176/03, *Commission c/ Conseil* 87
7. Coopération renforcée – Intégration différenciée
CJCE, gr. ch., 18 déc. 2007, n° C-77/05, *Royaume-Uni c/ Conseil*
CJCE, gr. ch., 18 déc. 2007, n° C-137/05, *Royaume-Uni c/ Conseil* 99

PREMIÈRE PARTIE CARACTÈRES GÉNÉRAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

LIVRE I ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DE L'UNION

TITRE I LES ÉTATS MEMBRES

8. Autonomie institutionnelle et procédurale des États membres
CJCE, 15 déc. 1971, n° 51 à 54/71, *International Fruit Company e.a. c/ Produktschap voor groenten en fruit* 117

VIII LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

9. Identité nationale des États membres – Obligation de respect
CJCE, 2 juill. 1996, n° C-473/93, *Commission c/ Luxembourg* 128
10. Identité nationale des États membres – Respect des structures constitutionnelles nationales – Respect des valeurs constitutionnelles nationales
CJCE, 6 sept. 2006, n° C-88/03, *Portugal c/ Commission (Açores)*
CJUE, 22 déc. 2010, n° C-208/09, *Ilonka Sayn-Wittgenstein c/ Landeshauptmann von Wien* 138
11. Respect des fonctions essentielles de l'État – Sauvegarde de la sécurité nationale
CJUE, gr. ch., 15 juill. 2021, n° C-742/19, *BK c/ Republika Slovenija (Ministrstvo za obrambo)* 159

TITRE 2

LA CITOYENNETÉ DE L'UNION

12. Citoyenneté de l'Union – Statut fondamental
CJCE, 20 sept. 2001, n° C-184/99, *Rudy Grzelczyk c/ Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve* 181
13. Droit de circulation et de séjour du citoyen de l'Union – Effet direct
CJCE, 17 sept. 2002, n° C-413/99, *Baumbast et R c/ Secretary of State for the Home Department* 197
14. Citoyen de l'union – Liberté de circulation – Droit à une vie privée et familiale normale – Mariage – Statut personnel
CJUE, gr. ch., 5 juin 2018, n° C-673/16, *Relu Adrian Coman* 211

LIVRE II

VALEURS CONSTITUTIONNELLES DE L'UNION EUROPÉENNE

TITRE 1

RESPECT DE L'ÉTAT DE DROIT

15. Valeurs de l'Union – Respect de l'État de droit – Principe de protection juridictionnelle effective – Domaines couverts par le droit de l'Union – Indépendance des juges nationaux – Manquement
CJUE, gr. ch., 24 juin 2019, n° C-619/18, *Commission c/ Pologne (Indépendance de la Cour suprême)* 233
16. Valeurs de l'Union – Respect de l'État de droit – Conditionnalité politico-financière – Fonds européens
CJUE, ass. plén., 16 févr. 2022, n° C-156/21, *Hongrie c/ Parlement européen et Conseil*
CJUE, ass. plén., 16 févr. 2022, n° C-157/21, *Pologne c/ Parlement européen et Conseil* 255

TITRE 2

PRINCIPE DE DÉMOCRATIE

17. Parlement européen – Participation au processus de décision – Expression du principe de démocratie
CJCE, 29 oct. 1980, n° 138/79, *SA Roquette Frères c/ Conseil des Communautés européennes*
CJCE, 29 oct. 1980, n° 139/79, *Maizena GmbH c/ Conseil des Communautés européennes (Isoglucose)* 269
18. Accès aux documents – Transparence – Principe démocratique
CJCE, 30 avril 1996, n° C-58/94, *Pays-Bas c/ Conseil* 281

TITRE 3

PRINCIPE DE COOPÉRATION LOYALE

19. Coopération loyale entre institutions et entre institutions et États membres – Portée du principe – Obligations négatives de loyauté
CJCE, 10 févr. 1983, n° 230/81, *Luxembourg c/ Parlement européen*... 293
20. Coopération loyale des États membres – Obligation de prendre toute mesure nécessaire
CJCE, 9 déc. 1997, n° C-265/95, *Commission c/ France* 306

TITRE 4

RESPECT DES DROITS FONDAMENTAUX

Chapitre I

Fondements

21. Droits fondamentaux – Sources – Principes généraux du droit – Charte des droits fondamentaux – Standard de protection
CJCE, 17 déc. 1970, n° 11/70, *Internationale Handelsgesellschaft mbH c/ Einfuhr-und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel*
CJUE, gr. ch., 26 févr. 2013, n° C-399/11, *Stefano Melloni c/ Ministerio Fiscal* 327
22. Droits fondamentaux – Champ d'application – Charte des droits fondamentaux
CJCE, 18 juin 1991, n° C-260/89, *Elliniki Radiophonia Tileorassi Anonimi Etairia et Panellinia Omospondia Syllogon Prossopikou c/ Dimotiki Etairia Pliroforissis et Sotirios Kouvelas et Nicolaos Avdellas e.a.*
CJUE, 26 févr. 2013, n° C-617/10, *Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson* 342
23. Droits fondamentaux – Conciliation des libertés fondamentales des traités et des droits fondamentaux
CJCE, 12 juin 2003, n° C-112/00, *Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge c/ Österreich* 363
24. Droits fondamentaux – Dignité de la personne humaine – Ordre public – Respect de l'ordre constitutionnel des états
CJCE, 14 oct. 2004, n° C-36/02, *Omega Spielhallen und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn* 376
25. Charte des droits fondamentaux de l'Union – Norme de référence – Application
CJUE, gr. ch., 9 nov. 2010, n°s C-92/09 et C-93/09 (aff. jtes), *Volker und Markus Schecke GbR et Hartmut Eifert c/ Land Hessen* 390
26. Niveau de protection – Confiance mutuelle entre États membres – Respect des droits fondamentaux – Limitations pouvant être apportées dans des circonstances exceptionnelles
CJUE, gr. ch., 5 avr. 2016, n°s C-404-/15 et C-659/15 PPU, *Pál Aranyosi et Robert Căldăraru*
CJUE, gr. ch., 25 juill. 2018, n° C-216/18 PPU, *L.M. (Défaillances du système judiciaire)*
CJUE, 16 févr. 2017, n° C-578/16 PPU, *C.K., H.F., A.S. c/ République Slovenija* 407

Chapitre II
Contenu

Section 1
Droits procéduraux

27. Droit à un recours juridictionnel effectif – Principe de protection juridictionnelle effective
CJCE, 15 mai 1986, n° 222/84, *Marguerite Johnston c/ Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary* 437
28. Droit à un délai raisonnable de jugement
CJCE, 16 juill. 2009, n° C-385/07 P, *Der Grüne Punkt – Duales System Deutschland GmbH c/ Commission*
CJUE, 26 nov. 2013, n°s C-40/12 P, C-50/12 P, C-58/12 P, *Gascogne Sack Deutschland GmbH c/ Commission, Kendrion NV c/ Commission, Groupe Gascogne SA c/ Commission* 447

Section 2
Droits substantiels

29. Droit à la dignité humaine
CJCE, 9 oct. 2001, n° C-377/98, *Pays-Bas c/ Parlement européen et Conseil* 461
30. Égalité homme-femme – Convention européenne des droits de l'Homme – Discrimination fondée sur le sexe – Transsexuels
CJCE, 7 janv. 2004, n° C-117/01, *K.B. c/ National Health Service Pensions Agency and Secretary State for Health* 470
31. Droit à la protection des données à caractère personnel – Proportionnalité des atteintes – Limitations possibles – Sécurité publique
CJUE, gr. ch., 8 avr. 2014, n°s C-293/12, C-594/12, *Digital Rights Ireland Ltd e.a.*
CJUE, gr. ch., 6 oct. 2020, n°s C-511/18, C-512/18 et C-520/18, *La Quadrature du Net e.a.* 482
32. Droit à la protection des données à caractère personnel – Transfert vers des États tiers – Niveau de protection (in)adéquat
CJUE, gr. ch., 6 oct. 2015, n° C-362/14, *Maximillian Schrems* ..., ... 525
33. Liberté de religion – Conciliation – Marge d'appréciation des États – Diversité culturelle, religieuse et linguistique
CJUE, gr. ch., 17 déc. 2020, n° C-336/19, *Centraal Israëlitisch Consistorie van België e.a.* 546

DEUXIÈME PARTIE
COMPÉTENCES DE L'UNION EUROPÉENNE

Chapitre I
Transfert de compétences

34. Nature des compétences – Dessaisissement des États – Durée illimitée de la communauté
CJCE, 14 déc. 1971, n° 7/71, *Commission c/ France* 565

Chapitre II
Principe de subsidiarité et principe de proportionnalité

35. Subsidiarité et proportionnalité
CJCE, 10 déc. 2002, n° C-491/01, *The Queen c/ Secretary of State for Health, ex parte British American Tobacco (Investments) Ltd et Imperial Tobacco Ltd* 577

Chapitre III

Base juridique, compétences et procédures de décision

36. Choix de la base juridique – Contrôle – Critères – Cumul
 CJCE, 26 mars 1987, n° 45/86, *Commission c/ Conseil (SPG)*
 CJCE, 11 juin 1991, n° C-300/89, *Commission c/ Conseil (Dioxyde de titane)*..... 595

Chapitre IV

Compétences externes, compétences implicites

37. Personnalité juridique – Parallélisme des compétences – Compétences implicites – Compétences implicites externes
 CJCE, 31 mars 1971, n° 22/70, *Commission c/ Conseil (AETR)*
 CJCE, 15 nov. 1994, avis n° 1/94, *Organisation mondiale du commerce* 611
38. Accord « nouvelle génération » – Compétence exclusive de l'Union
 CJUE, ass. plén., 16 mai 2017, avis n° 2/15, *Accord de libre-échange avec Singapour*..... 627

TROISIÈME PARTIE

SYSTÈME INSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPÉENNE

TITRE 1

L'ÉQUILIBRE INSTITUTIONNEL

39. Équilibre institutionnel – Composantes – Garantie fondamentale
 CJCE, 13 juin 1958, nos 9 et 10/56, *Meroni & Co., Industrie Metallurgiche, società in accomandita semplice c/ Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier*..... 657
40. Équilibre institutionnel – Acte de base – Acte d'exécution – Pouvoir législatif – Comitologie
 CJCE, 17 déc. 1970, n° 25/70, *Einfuhr-und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel c/ Köster et Berodt & Co* 671

TITRE 2

INSTITUTIONS : COMPOSITION ET STATUT

41. Parlement européen – Droit de vote et d'éligibilité – Citoyenneté de l'Union
 CJCE, gr. ch., 12 sept. 2006, n° C-145/04, *Espagne c/ Royaume-Uni*
 CJCE, gr. ch., 12 sept. 2006, n° C-300/04, *M. G. Eman et O. B. Sevinger c/ College van burgemeester en wethouders van Den Haag* 689
42. Cour de justice – Statut et fonction de l'avocat général – Procédure contradictoire
 CJCE, 4 févr. 2000, n° C-17/98, *Emesa Sugar (Free Zone) NV c/ Aruba* 702

QUATRIÈME PARTIE

ORDRE JURIDIQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

TITRE 1

SYSTÈME NORMATIF DE L'UNION

Chapitre I

Droit primaire de l'Union

43. Pouvoir de révision des traités
 CJUE, ass. plén., 27 nov. 2012, n° C-370/12, *Thomas Pringle c/ Gouvernement of Ireland, Ireland et The Attorney General* 717

XII LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

44. Pouvoir d'interprétation de la cour – Interprétation littérale – Interprétation systématique – Interprétation téléologique – Effet utile – Révision judiciaire des traités
CJCE, 22 mai 1990, n° C-70/88, *Parlement européen c/ Conseil (Tchernobyl)* 731

Chapitre II

Actes de droit dérivé

45. Sécurité juridique – Principe de légalité – Principe général du droit – Retrait
CJCE, 22 mars 1961, n°s 42 et 49/59 (aff. jtes), *Société nouvelle des usines de Pontlieue – Aciéries du Temple (SNUPAT) c/ Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier* 749
46. Règlement
CJCE, 14 déc. 1971, n° 43/71, *Politi s.a.s. c/ Ministère des Finances de la République italienne* 761
47. Directive
CJCE, 4 déc. 1974, n° 41/74, *Yvonne van Duyn c/ Home Office*
CJCE, 5 avr. 1979, n° 148/78, *Ministère public c/ Tullio Ratti* 771
48. Décision
CJCE, 6 oct. 1970, n° 9/70, *Franz Grad c/ Finanzamt Traunstein* 785

Chapitre III

Normes de droit international

49. Traité et accord international – Effet direct – Invocabilité – Règle de droit international coutumier – *PACTA SUNT SERVANDA* – Contrôle judiciaire
CJUE, gr. ch., 21 déc. 2011, n° C-366/10, *Air Transport Association of America et autres c/ Secretary of State for Energy and Climate Change* 795

TITRE 2

RAPPORT AVEC LE DROIT INTERNATIONAL

50. Accord international – Intégration à l'ordre juridique de l'Union – Caractère obligatoire – Interprétation et exécution
CJCE, 30 avr. 1974, n° 181/73, *R. & V. Haegeman c/ État belge*
CJCE, 26 oct. 1982, n° 104/81, *Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A.* 813
51. Accord mixte – Convention des Nations unies sur le droit de la mer – Compétence de la Cour de justice – Autonomie du système juridique de l'Union européenne
CJCE, gr. ch., 30 mai 2006, n° C-459/03, *Commission c/ Irlande (MOX)* 825
52. Accords internationaux – Contrôle de validité – Contrôle de compatibilité – Contrôle *a posteriori* – Normes de référence
CJUE, gr. ch., 27 févr. 2018, n° C-266/16, *Western Sahara Campaign UK* . 843
53. Accord international conclu par les États membres – TBI/RDIE – Coopération loyale – Autonomie – Confiance mutuelle
CJUE, gr. ch., 6 mars 2018, n° C-284/16, *Slowakische Republik c/ Achmea BV* 857

TITRE 3

RAPPORT AVEC LES DROITS NATIONAUX

Chapitre I

Effet direct et primauté

54. Affirmation du principe d'effet direct
CJCE, 5 févr. 1963, n° 26/62, *NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend & Loos c/ Administration fiscale néerlandaise* 875

55. Affirmation du principe de primauté CJCE, 15 juill. 1964, n° 6/64, <i>Costa c/ ENEL</i>	891
56. <i>Ultra vires</i> – OMT – Interprétation du droit de l'Union – Conflit constitutionnel CJUE, 16 juin. 2015, n° C-62/14, <i>Peter Gauweiler e.a. c/ Deutscher Bundestag</i>	909
57. Droits fondamentaux – Pluralisme juridique – Double préjudicialité CJUE, gr. ch., 8 sept. 2015, n° C-105/14, <i>Procédure pénale contre Ivo Taricco e.a.</i> CJUE, gr. ch., 5 déc. 2017, n° C-42/17, <i>Procédure pénale contre M.A.S. et M.B.</i>	928

Chapitre II

Mise en œuvre de l'effet direct et de la primauté

Section 1

Pouvoirs du juge national

58. Primauté – Conséquences sur le juge national – Office du juge national CJCE, 9 mars 1978, n° 106/77, <i>Administration des finances de l'État c/ Société anonyme Simmenthal</i>	943
59. Pouvoir du juge national – Obligation d'interprétation conforme du droit national CJCE, 10 avr. 1984, n° 14/83, <i>Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c/ Land Nordrhein-Westfalen</i>	958
60. Protection juridictionnelle – Référé – Mesure provisoire CJCE, 19 juin 1990, n° C-213/89, <i>The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd e.a.</i> CJCE, 21 févr. 1991, n°s C-143/88 et C-92/89 (aff. jtes), <i>Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe, Zuckerfabrik Soest GmbH c/ Hauptzollamt Paderborn</i>	968
61. Pouvoir du juge national – Relevé d'office CJCE, 14 déc. 1995, n° C-312/93, <i>Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ Belgique</i> CJCE, 14 déc. 1995, n°s C-430/93 et C-431/93 (aff. jtes), <i>Jeroen van Schijndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ Stichting Pensioenfond voor Fysiotherapeuten</i>	982
62. Primauté – Réexamen des décisions administratives nationales définitives CJCE, 13 janv. 2004, n° C-453/00, <i>Kühne & Heitz NV c/ Produktschap voor pluimvee en Eieren</i>	993
63. Primauté – Autorité de la chose jugée nationale – Atteinte CJCE, gr. ch., 18 juill. 2007, n° C-119/05, <i>Ministero dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato c/ Lucchini SpA</i>	1006

Section 2

Responsabilité des États membres

64. Principe et mise en œuvre de la responsabilité des États membres pour violation du droit de l'Union CJCE, 19 nov. 1991, n°s C-6/90 et C-9/90 (aff. jtes), <i>Andrea Francovich et Danila Bonifaci et autres c/ Italie</i>	1015
65. Responsabilité de l'État membre du fait du législateur et des cours suprêmes CJCE, 5 mars 1996, n°s C-46/93 et C-48/93 (aff. jtes), <i>Brasserie du Pêcheur SA c/ Bundesrepublik Deutschland, The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd et autres (Factortame III)</i>	

XIV LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

CJCE, 30 sept. 2003, n° C-224/01, *Gerhard Köbler c/ Autriche* 1026

CINQUIÈME PARTIE
SYSTÈME JURIDICTIONNEL DE L'UNION EUROPÉENNE

TITRE 1
LE SYSTÈME EUROPÉEN DE JURIDICTIONS

Chapitre I

Juges nationaux, autonomie institutionnelle et procédurale, indépendance, protection juridictionnelle effective, coopération des juges

66. Coopération des juges – Renvoi préjudiciel
CJCE, 1^{er} déc. 1965, n° 16/65, *Firma G. Schwarze c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* 1047
67. Autonomie institutionnelle et procédurale – Principes d'équivalence et d'effectivité
CJCE, 16 déc. 1976, n° 33/76, *Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland*
CJCE, 16 déc. 1976, n° 45/76, *Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen* 1058
68. Protection juridictionnelle effective – Qualité de juridiction – Indépendance des juges
CJUE, gr. ch., 27 févr. 2018, n° C-64/16, *Associação Sindical dos Juizes Portugueses (ASJP)* 1072

Chapitre II

Systématique des voies de droit

69. Articulation des voies de droit
CJCE, 28 avr. 1971, n° 4/69, *Alfons Lütticke GmbH c/ Commission*
CJCE, 9 mars 1994, n° C-188/92, *TWD Textilwerke Deggendorf GmbH c/ Bundesrepublik Deutschland* 1085

TITRE 2
LES VOIES DE DROIT DANS L'UNION EUROPÉENNE

Chapitre I

Recours en manquement

70. Compétences réservées des états – Conception large du manquement – Régime restrictif des exceptions
CJCE, 10 déc. 1969, n°s 6 et 11/69 (aff. jtes), *Commission c/ France* . 1101
71. Manquement – Moyens de défense – Institution nationale constitutionnellement indépendante
CJCE, 5 mai 1970, n° 77/69, *Commission c/ Belgique* 1111
72. Constatation en manquement – Effet en droit national – Prohibition de plein droit
CJCE, 13 juill. 1972, n° 48/71, *Commission c/ Italie* 1119
73. Inexécution d'un arrêt en manquement – Sanction – Somme forfaitaire – Astreinte
CJCE, gr. ch., 12 déc. 2005, n° C-304/02, *Commission c/ France* 1128
74. Mesures provisoires – Préjudice grave et irréparable – Procédure accélérée – Injonction à l'État – Astreinte
CJUE, gr. ch., ord., 20 nov. 2017, n° C-441/17 R, *Commission c/ Pologne (Forêt de Białowieża)* 1139

Chapitre II
Contentieux de la légalité, annulation et carence

Section 1

Recours en annulation

75. Recours de personnes physiques ou morales – Recevabilité – Règlement
CJCE, 15 juill. 1963, n° 25/62, *Plaumann & Co. c/ Commission de la Communauté économique européenne* 1153
76. Acte susceptible de recours – Acte produisant un effet de droit
CJCE, 31 mars 1971, n° 22/70, *Commission c/ Conseil (AETR)* 1172
77. Recours de personnes physiques ou morales – Règlement – Droit à une protection juridictionnelle effective – Condition de l'affectation individuelle
CJCE, 25 juill. 2002, n° C-50/00 P, *Unión de Pequeños Agricultores (UPA) c/ Conseil de l'Union européenne* 1191
78. Recours de personnes physiques ou morales – Entités infra-étatiques – Affectation directe
CJCE, 2 mai 2006, n° C-417/04 P, *Regione Siciliana c/ Commission des Communautés européennes* 1209

Section 2

Recours en carence

79. Mise en demeure – Prise de position – Obligation d'agir
CJCE, 22 mai 1985, n° 13/83, *Parlement européen c/ Conseil* 1221

Chapitre III

Renvoi préjudiciel

80. Obligation ou non de saisir la cour – Autorité des arrêts préjudiciels, arrêts en interprétation et arrêts en appréciation de validité
CJCE, 27 mars 1963, n° 28 à 30/62 (aff. jtes), *Da Costa en Schaake N.V., Jacob Meijer N.V., Hoechst-Holland N.V. c/ administration fiscale néerlandaise*
CJCE, 13 mai 1981, n° 66/80, *SpA International Chemical Corporation c/ Amministrazione delle Finanze dello Stato* 1237
81. Juridiction nationale – Notion autonome – Critères
CJCE, 30 juin 1966, n° 61/65, *Veuve G. Vaassen-Göbbels c/ Direction du Beambtenfonds voor het Mijnbedrijf* 1249
82. Demande du juge national à la cour – Libellé de la demande – Liberté du juge national – Pourvoi contre la décision de renvoi
CJCE, 16 janv. 1974, n° 166/73, *Rheinmühlen-Düsseldorf c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel* 1259
83. Question en interprétation – Modulation de l'obligation de renvoi – Juridictions nationales dont les décisions sont insusceptibles de recours
CJCE, 6 oct. 1982, n° 283/81, *Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé* 1271
84. Question en appréciation de validité – Déclaration d'invalidité – Incompétence des juridictions nationales
CJCE, 22 oct. 1987, n° 314/85, *Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost* 1282
85. Renvoi préjudiciel – Reconnaissance et exécution des décisions de justice nationales – *Forum shopping*
CJCE, gr. ch., 28 juin 2009, n° C-420/07, *Meletis Apostolides c/ David Charles Orams et Linda Elizabeth Orams* 1291

XVI LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

86. Renvoi préjudiciel – Constitution nationale – Procédure devant le juge constitutionnel national
CJUE, gr. ch., 22 juin 2010, n^{os} C-188/10 et C-189/10 (aff. jtes), *Aziz Melki et Sélim Abdeli* 1303

Chapitre IV

Recours en responsabilité extra-contractuelle

87. Exécution nationale du droit de l'Union – Responsabilité de l'Union – Conditions
CJCE, 26 févr. 1986, n^o 175/84, *Krohn & Co. Import-Export GmbH & Co. KG c/ Commission* 1323
88. Parallélisme de la responsabilité des États et de l'Union – Condition relative à une violation suffisamment caractérisée
CJCE, 4 juill. 2000, n^o C-352/98 P, *Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA et J.-J. Goupil c/ Commission* 1334
89. Responsabilité sans faute en droit de l'Union – Responsabilité extra-contractuelle du fait des engagements internationaux
CJCE, gr. ch., 9 sept. 2008, n^{os} C-120/06 P et C-121/06 P (aff. jtes), *Fabbrica italiana accumulatori motocarri Montecchio SpA (FIAMM), et Fabbrica italiana accumulatori motocarri Montecchio Technologies LLC, Giorgio Fedon & Figli SpA et Fedon America, Inc. c/ Conseil et Commission* 1345

Index des décisions	1359
– Juridictions européennes	1359
– Juridictions internationales	1389
– Juridictions françaises	1389
– Juridictions nationales étrangères	1390

Index alphabétique	1391
---------------------------------	------

TABLE CHRONOLOGIQUE

*Les décisions commentées sont indiquées par un astérisque dans l'ouvrage.
Les numéros renvoient aux numéros de commentaires.*

13 juin 1958	Meroni & Co, Industrie Metallurgiche, società in accomandita semplice c/ Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, 9 et 10/56	39
22 mars 1961	Société nouvelle des usines de Pontlieue – Aciéries du Temple (SNUPAT) c/ Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, aff. jtes 42 et 49/59	45
5 février 1963	NV Algemene Transport- en Expeditie Onderneming van Gend & Loos c/ Administration fiscale néerlandaise, 26/62	54
27 mars 1963	Da Costa en Schaake N.V., Jacob Meijer N.V., Hoechst-Holland N.V. c/ administration fiscale néerlandaise, aff. jtes 28 à 30/62	80
15 juillet 1963	Plaumann & Co. c/ Commission de la Communauté économique européenne, 25/62	75
15 juillet 1964	Costa c/ ENEL, 6/64	55
1 ^{er} décembre 1965	Firma G. Schwarze c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel, 16/65	66
30 juin 1966	Veuve G. Vaassen-Göbbels c/ direction du Beamtenfonds voor het Mijnbedrijf, 61/65	81
10 décembre 1969	Commission c/ France, aff. jtes 6 et 11/69	70
5 mai 1970	Commission c/ Belgique, 77/69	71
6 octobre 1970	Franz Grad c/ Finanzamt Traunstein, 9/70	48
17 décembre 1970	Internationale Handelsgesellschaft mbH c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel, 11/70	21

XVIII LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

17 décembre 1970	Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel c/ Köster et Berodt & Co, 25/70	40
31 mars 1971	Commission c/ Conseil (AETR), 22/70	37 et 76
28 avril 1971	Alfons Lütticke GmbH c/ Commission, 4/69	69
14 décembre 1971	Commission c/ France, 7/71	34
14 décembre 1971	Politi s.a.s. c/ ministère des finances de la République italienne, 43/71	46
15 décembre 1971	International Fruit Company e.a. c/ Produktschap voor groenten en fruit, 51 à 54/71	8
13 juillet 1972	Commission c/ Italie, 48/71	72
16 janvier 1974	Rheinmühlen-Düsseldorf c/ Einfuhr- und Vorratsstelle für Getreide und Futtermittel, 166/73	82
30 avril 1974	R. & V. Haegeman c/ État belge, 181/73	50
4 décembre 1974	Yvonne van Duyn c/ Home Office, 41/74	47
16 décembre 1976	Rewe-Zentralfinanz eG et Rewe-Zentral AG c/ Landwirtschaftskammer für das Saarland, 33/76	67
16 décembre 1976	Comet BV c/ Produktschap voor Siergewassen, 45/76	67
9 mars 1978	Administration des finances de l'État c/ Société anonyme Simmenthal, 106/77	58
5 avril 1979	Ministère public c/ Tullio Ratti, 148/78	47
29 octobre 1980	SA Roquette Frères c/ Conseil des Communautés européennes, 138-79 (Isoglucose)	17
29 octobre 1980	Maïzena GmbH c/ Conseil des Communautés européennes, 139/79 (Isoglucose)	17
13 mai 1981	Spa International Chemical Corporation c/ Amministrazione delle Finanze dello Stato, 66/80	80
6 octobre 1982	Srl CILFIT et Lanificio di Gavardo SpA c/ Ministère de la Santé, 283/81	83
26 octobre 1982	Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A., 104/81	50

TABLE CHRONOLOGIQUE

XIX

10 février 1983	Luxembourg c/ Parlement européen, 230/81	19
10 avril 1984	Sabine von Colson et Elisabeth Kamann c/ Land Nordrhein-Westfalen, 14/83	59
22 mai 1985	Parlement européen c/ Conseil, 13/83	79
26 février 1986	Krohn & Co. Import-Export GmbH & Co. KG c/ Commission, 175/84	87
23 avril 1986	Parti écologiste Les Verts c/ Parlement européen, 294/83	1
15 mai 1986	Marguerite Johnston c/ Chief Constable of the Royal Ulster Constabulary, 222/84	27
26 mars 1987	Commission c/ Conseil (SPG), 45/86	36
22 octobre 1987	Foto-Frost c/ Hauptzollamt Lübeck-Ost, 314/85 ...	84
22 mai 1990	Parlement européen c/ Conseil, C-70/88	44
19 juin 1990	The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte: Factortame Ltd e.a., C-213/89	60
21 février 1991	Zuckerfabrik Süderdithmarschen AG c/ Hauptzollamt Itzehoe et Zuckerfabrik Soest GmbH c/ Hauptzollamt Paderborn, aff. jtes C-143/88 et C-92/89	60
11 juin 1991	Commission c/ Conseil (Dioxyde de titane), C-300/89	36
18 juin 1991	Elliniki Radiophonia Tileorassi Anonimi Etairia et Panellinia Omospondia Syllogon Prossopikou c/ Dimotiki Etairia Pliroforissis et Sotirios Kouvelas et Nicolaos Avdellas e.a. (ERT), C-260/89	22
19 novembre 1991	Andrea Francovich et Danila Bonifaci et autres c/ Italie, aff. jtes C-6/90 et C-9/90	64
14 décembre 1991	Espace économique européen, avis 1/91	2
9 mars 1994	TWD Textilwerke Deggendorf GmbH c/ Bundesrepublik Deutschland, C-188/92	69
15 novembre 1994	OMC, avis 1/94	37
14 décembre 1995	Peterbroeck, Van Campenhout & Cie SCS c/ Belgique, C-312/93	61

XX LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

14 décembre 1995	Jeroen van Schijndel et Johannes Nicolaas Cornelis van Veen c/ Stichting Pensioenfonds voor Fysiotherapeuten, aff. jtes C-430/93 et C-431/93	61
5 mars 1996	Brasserie du Pêcheur SA c/ Bundesrepublik Deutschland et The Queen c/ Secretary of State for Transport, ex parte : Factortame Ltd et autres, aff. jtes C-46/93 et C-48/93	65
30 avril 1996	Pays-Bas c/ Conseil, C-58/94	18
2 juillet 1996	Commission c/ Luxembourg, C-473/93	9
9 décembre 1997	Commission c/ France, C-265/95	20
4 février 2000	Emesa Sugar (Free Zone) NV c/ Aruba, C-17/98 .	42
4 juillet 2000	Laboratoires pharmaceutiques Bergaderm SA et J.-J. Goupil c/ Commission, C-352/98 P	88
20 septembre 2001	Rudy Grzelczyk c/ Centre public d'aide sociale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, C-184/99	12
9 octobre 2001	Pays-Bas c/ Parlement européen et Conseil, C-377/98	29
25 juillet 2002	Unión de Pequeños Agricultores (UPA) c/ Conseil de l'Union européenne, C-50/00 P	77
17 septembre 2002	Baumbast et R c/ Secretary of State for the Home Department, C-413/99	13
10 décembre 2002	The Queen c/ Secretary of State for Health, ex parte British American Tobacco (Investments) Ltd et Imperial Tobacco Ltd, C-491/01	35
12 juin 2003	Eugen Schmidberger, Internationale Transporte und Planzüge c/ Österreich, C-112/00	30
30 septembre 2003	Gerhard Köbler c/ Autriche, C-224/01	82
7 janvier 2004	K.B. c/ National Health Service Pensions Agency and Secretary State for Health, C-117/01	30
13 janvier 2004	Kühne & Heitz NV c/ Produktschap voor pluimvee en Eieren, C-453/00	62
14 octobre 2004	Omega Spielhallen und Automatenaufstellungs-GmbH c/ Oberbürgermeisterin der Bundesstadt Bonn, C-36/02	24

12 juillet 2005	Commission c/ France, C-304/02	73
13 septembre 2005	Commission c/ Conseil, C-176/03	6
2 mai 2006	Regione Siciliana c/Commission des Communautés européennes, C-417/04 P	78
30 mai 2006	Commission c/ Irlande, C-459/03	51
6 septembre 2006	Portugal c/ Commission (Açores), C-88/03	10
12 septembre 2006	Espagne c/ Royaume-Uni, C-145/04	41
12 septembre 2006	M. G. Eman et O. B. Sevinger c/ College van burgemeester en wethouders van Den Haag, C-300/04	41
18 juillet 2007	Ministero dell'Industria, del Commercio e dell'Artigianato c/ Lucchini SpA, C-119/05	63
18 décembre 2007	Royaume-Uni c/ Conseil, C-77/05	7
18 décembre 2007	Royaume-Uni c/ Conseil, C-137/05	7
3 septembre 2008	Kadi et Al Barakaat c/ Conseil de l'Union européenne et Commission des Communautés européennes, C-402/05 P et C-415/05 P	3
9 septembre 2008	Fabbrica italiana accumulatori motocarri Montecchio SpA (FIAMM) et Fabbrica italiana accumulatori motocarri Montecchio Technologies LLC c/ Conseil et Commission, Giorgio Fedon & Figli SpA et Fedon America, Inc. c/ Conseil et Commission, aff. jtes C-120/06 P et C-121/06 P	89
28 avril 2009	Meletis Apostolides c/ David Charles Orams et Linda Elizabeth Orams, C-420/07	85
16 juillet 2009	Der Grüne Punkt – Duales System Deutschland GmbH c/ Commission, C-385/07 P	28
22 juin 2010	Melki et Abdeli, C-188/10 et C-189/10	86
9 novembre 2010	Volker und Markus Schecke GbR et Hartmut Eifert c/ Land Hessen, aff. jtes C-92-09 et C-93/09	25
22 décembre 2010	Ilonka Sayn-Wittgenstein c/ Landeshauptmann von Wien, C-208/09	10
21 décembre 2011	Air Transport Association of America et autres c/ Secretary of State for Energy and Climate Change, C-366/10	49

XXII LES GRANDS ARRÊTS DE LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

27 novembre 2012	Thomas Pringle c/ Gouvernement of Ireland, Ireland et The Attorney General, C-370/120	43
26 février 2013	Åklagaren c/ Hans Åkerberg Fransson, C-617/10 ..	22
26 février 2013	Stefano Melloni c/ Ministerio Fiscal, C-399/11	21
26 novembre 2013	Gascogne Sack Deutschland GmbH c/ Commission, C-40/12 P	28
26 novembre 2013	Groupe Gascogne SA c/ Commission, C-58/12 P ...	28
26 novembre 2013	Kendrion NV c/ Commission, C-50/12 P	28
8 avril 2014	Digital Rights Ireland Ltd e.a., C-293/12 et C-594/12	31
18 décembre 2014	Avis 2/13, Adhésion de l'Union à la Convention européenne des droits de l'Homme	4
16 juin 2015	Peter Gauweiler e.a., C-62/14	56
8 septembre 2015	Procédure pénale c/ Ivo Taricco, C-105/14	57
6 octobre 2015	Maximillian Schrems, C-362/14	32
5 avril 2016	Pál Aranyosi et Robert Căldăraru, C-404/15 et C-659/15 PPU	26
16 février 2017	C.K., C-578/16 PPU	26
16 mai 2017	Avis 2/15, Accord de libre-échange avec Singapour	38
20 novembre 2017	Commission c/ Pologne, C-441/17 R	74
5 décembre 2017	M.A.S. et M.B., C-42/17	57
27 février 2018	Western Sahara Campaign UK, C-266/16	52
27 février 2018	Associação sindical dos juízes portugueses, C-64/16	68
6 mars 2018	Achméa, C-284/16	53
5 juin 2018	Relu Adrian Coman e.a., C-673/16	14
25 juillet 2018	L.M. (Défaillances du système judiciaire), C-216/18 PPU	26
10 décembre 2018	Andy Wightman, C-621/18	5
24 juin 2019	Commission c/ Pologne, C-619/18	15

TABLE CHRONOLOGIQUE

XXIII

6 octobre 2020	La Quadrature du Net e.a., C-511/18, C-512/18 et C-520/18	31
17 décembre 2020	Centraal Israëlitisch Consistorie van België e.a., C-336/19	33
15 juillet 2021	B.K., C-742/19	11
16 février 2022	Hongrie c/ Parlement européen et Conseil, C-156/21	16
16 février 2022	Pologne c/ Parlement européen et Conseil, C-157/21	16